

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14212>

Les espions canadiens contrariés par les tribunaux

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : samedi 4 décembre 2010

Spyworld Actu

L'ex-directeur du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) Jim Judd a déclaré lors d'un entretien avec un responsable du département d'État américain que les décisions des tribunaux canadiens minaient le travail de son agence.

C'est ce qui ressort d'une note diplomatique rédigée après que M. Judd se fut entretenu avec un conseiller du département d'État, Eliot Cohen, le 2 juillet 2008. L'information a été divulguée par le site Internet WikiLeaks.

Selon la note, M. Judd s'est moqué du fait que les Canadiens et leurs tribunaux adoptent une vision du monde qui relève d'« Alice au pays des merveilles ». Le SCRS, a-t-il dit, se retrouve pieds et poings liés par des décisions judiciaires qui l'empêchent de détecter et de prévenir des attaques terroristes au Canada et à l'étranger.

M. Judd a notamment critiqué un jugement interdisant aux autorités canadiennes d'utiliser toute information ayant été obtenue par la torture, menaçant de poursuite criminelle tout responsable ayant de telles informations en sa possession.

L'ex-directeur du SCRS a fait ses commentaires environ six semaines après que la Cour suprême eut [ordonné](#) à Ottawa, à la GRC et au SCRS de divulguer des documents réclamés par les avocats d'Omar Khadr, accusé de meurtre devant une commission militaire américaine.

Selon la note diplomatique obtenue par WikiLeaks, MM. Judd et Cohen ont discuté de ces vidéos, qui montrent des interrogatoires de Khadr par des agents du SCRS. Les vidéos, [divulguées](#) deux semaines plus tard, montraient des adultes interrogeant un enfant qui avait éclaté en sanglots.

M. Judd avance que la diffusion de ces images va entraîner « une montée du sentiment antiaméricain » ainsi qu'un « outrage moral mené à son paroxysme, une spécialité canadienne », selon les termes utilisés par le dirigeant d'alors du SCRS. L'ex-directeur de l'agence prédit cependant que le premier ministre Stephen Harper ne cédera pas aux pressions renouvelées en faveur de son rapatriement.

M. Judd affirme que le département responsable des affaires juridiques est celui qui croît le plus rapidement au sein du SCRS, et que les efforts juridiques que nécessite la lutte contre le terrorisme sont en voie de devenir une « distraction » qui pourrait nuire aux responsables des services de renseignements canadiens.

L'ex-directeur du SCRS s'est également plaint des difficultés juridiques que présentaient les cas de Saïd Namouh, de Momin Khawaja et du groupe de 11 Torontois, tous arrêtés relativement à des cas de terrorisme.

M. Judd souligne aussi que des membres du Hezbollah libanais au Canada sont « harcelés vigoureusement » par le SCRS. Il dit croire que les militants du Hezbollah préparent de nouvelles offensives fondées, déplore-t-il, sur des décisions juridiques qui confondent les prérogatives de l'agence de renseignement avec celles des forces de l'ordre.

Discussions avec l'Iran

Lorsque les deux hommes abordent la question de l'Iran, M. Judd se dit « très très inquiet » à propos de ce pays. Il révèle à son interlocuteur américain que le SCRS a été en communication avec le service de renseignement iranien, que celui-ci s'est dit prêt à collaborer au sujet de l'Afghanistan, et qu'il était notamment prêt à échanger des informations concernant d'éventuelles attaques.

L'ex-directeur du SCRS s'est toutefois montré sceptique. Il a déclaré que le SCRS « n'a pas découvert ce qu'ils cherchaient », mais qu'il est certain que « les Iraniens veulent que la Force de sécurité internationale en Afghanistan saigne... lentement ».

M. Judd a en outre déclaré que le SCRS avait eu vent de l'attaque de la prison de Sarposa, en Afghanistan, qui s'est soldée par l'évasion de 1000 prisonniers, dont 400 talibans, et de l'implication des leaders talibans réfugiés à Quetta au Pakistan. Il dit ne pas avoir eu d'informations sur le moment choisi pour l'attaque.

Un autre document concernant le Canada a déjà été publié. Il fait état d'une rencontre à Kandahar entre le représentant du Canada et le gouverneur de la province, qui s'interroge sur la pertinence de tenir des élections et se défend d'être un trafiquant de drogue.

Des centaines de documents encore à venir

En tout, plus de 2000 documents concernant le Canada devraient être rendus publics vers la fin de la semaine.

On sait que des 251 287 documents reçus, plus de 2000 proviennent de l'ambassade américaine à Ottawa et des différents consulats au pays.

Ces documents devraient révéler les tensions qui existent entre le Canada et les États-Unis et aborder des questions comme le terrorisme et l'Afghanistan. Il y serait également question des liens entre Ottawa, Haïti et la Syrie, du contrôle des armes à feu et des relations avec les provinces.

L'ex-premier ministre Paul Martin et le premier ministre actuel Stephen Harper devraient y être mentionnés.

Même si la grande majorité des documents ne sont pas encore connus, le gouvernement canadien estime que la publication de milliers de documents sur la diplomatie américaine menace la sécurité nationale.

Le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a déclaré dimanche que « ce genre de fuites irresponsables est déplorable et ne sert pas les intérêts nationaux de personne. Leurs auteurs risquent de menacer notre sécurité nationale. »

Post-scriptum :

<http://www.radio-canada.ca/nouvelle...>